

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/23/Add.1/Rev.6  
26 octobre 2000

(00-4482)

## Comité des subventions et des mesures compensatoires

### RAPPORTS SEMESTRIELS PRÉSENTÉS AU TITRE DE L'ARTICLE 25.11 DE L'ACCORD

#### Révision

1. Les Membres ci-après ont fait parvenir au Secrétariat des rapports semestriels sur les décisions qu'ils ont prises en matière de droits compensateurs pendant la période allant du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 1996: Argentine, Australie, Brésil, Canada, Communauté européenne, États-Unis, Mexique, Nouvelle-Zélande et République bolivarienne du Venezuela. Ces rapports ont été distribués dans la série de documents G/SCM/N/23/-.

2. Les Membres ci-après ont informé le Comité qu'ils n'avaient pas pris de décisions en matière de droits compensateurs pendant la période considérée:

Afrique du Sud	El Salvador	Malaisie	République tchèque
Bahreïn	Équateur	Malte	Roumanie
Bolivie	Ghana	Maroc	Singapour
Botswana	Guatemala	Namibie	Slovénie
Brunei Darussalam	Honduras	Norvège	Sri Lanka
Bulgarie	Hong Kong, Chine	Ouganda	Suisse
Burkina Faso	Hongrie	Pakistan	Tanzanie
Chili	Inde	Paraguay	Thaïlande
Chypre <sup>1</sup>	Indonésie	Pérou <sup>1</sup>	Trinité-et-Tobago
Colombie	Islande	Philippines	Tunisie
Corée <sup>1</sup>	Israël	Pologne	Turquie
Costa Rica	Japon	Qatar	Uruguay
Cuba	Liechtenstein	République dominicaine	Zambie
Dominique	Macao, Chine	République slovaque	Zimbabwe

3. Les Membres ci-après n'ont pas fait parvenir de rapport au Secrétariat: Angola, Antigua-et-Barbuda, Bangladesh, Barbade, Belize Bénin, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Fidji, Gabon, Gambie, Grenade, Guinée, Rép. de, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Îles Salomon, Jamaïque, Kenya, Koweït, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Maurice, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Nicaragua, Niger, Nigéria, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Sénégal, Sierra Leone, Suriname, Swaziland, Tchad et Togo.

---

<sup>1</sup> Ces Membres ont également indiqué qu'aucune mesure compensatoire n'était en vigueur au 31 décembre 1996.